



# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ  
14 ΑΠΡΙΛΙΟΥ 1983

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ  
47

### ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

#### ΝΟΜΟΙ

1347. Κύρωση της Συνθήκης του Ναϊρόμπι για την προστασία του ολυμπιακού συμβόλου. 1
1348. Διάλυση του Ν.Π.Δ.Δ με την επωνυμία «Άρμα Θέσπιδο» και άλλες διατάξεις. 2

#### ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1347

Κύρωση της Συνθήκης του Ναϊρόμπι για την προστασία του ολυμπιακού συμβόλου.

#### Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρώνει και εκδίδει τον κατωτέρω υπό της Βουλής, ψηφισθέντα νόμον.

Άρθρο Πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που δρίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος ή Συνθήκη του Ναϊρόμπι για την προστασία του ολυμπιακού συμβόλου που υιοθετήθηκε στο Ναϊρόμπι στις 26 Σεπτεμβρίου 1981, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη Γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην Ελληνική έχει ως εξής :

Traité de Nairobi  
concernant la protection  
du symbole Olympique  
adopté à Nairobi le 26 septembre 1981

#### CHARTRE 1

#### Dispositions de fond

#### Article premier : Obligation des Etats

Tout Etat partie au présent Traité est tenu, sous réserve des articles 2 et 3, de refuser ou d'invalider l'enregistrement comme marque et d'interdire, par des mesures appropriées, l'utilisation comme marque ou autre signe, à des fins commerciales, de tout signe constitué par le symbole olympique ou contenant ce symbole, tel que défini dans la Charte du Comité international olympique, sauf avec l'autorisation du Comité international olympique. Ladite définition et la représentation graphique dudit symbole figurent à l'annexe.

#### Article 2 : Exceptions à l'obligation

1) L'obligation prévue à l'article premier ne s'impose à aucun Etat partie au présent Traité en ce qui concerne

i) une marque constituée par le symbole olympique ou contenant ce symbole, lorsque cette marque a été enregistrée dans cet Etat avant la date d'entrée en vigueur du présent Traité à l'égard de ce dernier ou durant toute période pendant laquelle, dans ledit Etat l'obligation prévue à l'article premier est considérée comme suspendue en vertu de l'article 3 :

ii) la continuation de l'utilisation dans cet Etat, à des fins commerciales, d'une marque ou d'un autre signe constitué par le symbole olympique ou contenant ce symbole, par toute personne ou entreprise ayant licitement commencé à utiliser ainsi ce symbole dans ledit Etat avant la date d'entrée en vigueur du présent Traité à l'égard de ce dernier ou durant toute période pendant laquelle, dans ledit Etat, l'obligation prévue à l'article premier est considérée comme suspendue en vertu de l'article 3.

2) Les dispositions de l'alinéa 1) i) sont également applicables aux marques dont l'enregistrement produit effet dans l'Etat en vertu d'un enregistrement effectué dans le cadre d'un traité auquel ledit Etat est partie.

3) Toute utilisation autorisée par la personne ou entreprise visée à l'alinéa 1) ii) est considérée, aux fins dudit alinéa, comme une utilisation par ladite personne ou entreprise.

4) Aucun Etat partie au présent Traité n'est tenu d'interdire l'utilisation du symbole olympique lorsque ce symbole est utilisée dans les inoyens de communication de masse à des fins d'information sur le mouvement olympique ou ses activités.

#### Article 3 : Suspension de l'obligation

L'obligation prévue à l'article premier peut être considérée comme suspendue par tout Etat partie au présent Traité pendant toute période pour laquelle aucun accord n'est en vigueur entre le Comité international olympique et le Comité national olympique dudit Etat quant aux conditions dans lesquelles le Comité international olympique autorisera l'utilisation du symbole olympique dans cet Etat et quant à la part revenant audit Comité national olympique sur les recettes perçues par le Comité international olympique au titre desdites autorisations.

## CHAPITRE II

## Groupements d'Etats

## Article 4 : Exceptions au chapitre premier

En ce qui concerne les Etats parties au présent Traité qui sont membres d'une union douanière, d'une zone de libre échange, de tout autre groupement économique ou de tout autre groupement régional ou sous - régional, les dispositions du chapitre premier n'affectent pas leurs obligations au titre de l'instrument instituant une telle union, une telle zone ou un tel autre groupement, en particulier pour ce qui est des dispositions dudit instrument qui régissent la libre circulation des marchandises ou des services.

## CHAPITRE III

## Clauses finales

## Article 5 : Modalités pour devenir partie au Traité

1) Tout Etat membre de l'Organisation Mondiale de la propriété Intellectuelle (ci-après dénommée «l'Organisation») ou de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (ci-après dénommée «l'Union de Paris») peut devenir partie au présent Traité par

- i) sa signature suivie du dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou
- ii) le dépôt d'un instrument d'adhésion.

2) Tout Etat non visé à l'alinéa 1) qui est membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une des Institutions spécialisées qui sont reliées à l'Organisation des Nations Unies peut devenir partie au présent Traité par le dépôt d'un instrument d'adhésion.

3) Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation et d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général de l'Organisation (ci-après dénommé «le Directeur général»).

## Article 6 : Entrée en vigueur du Traité

1) A l'égard des trois Etats qui, les premiers, déposent leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le présent Traité entre en vigueur un mois après le jour où est déposé le troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2) A l'égard de tout autre Etat qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le présent Traité entre en vigueur un mois après le jour du dépôt de cet instrument.

## Article 7 : Dénonciation du Traité

1) Tout Etat peut dénoncer le présent Traité par notification adressée au Directeur général.

2) La dénonciation prend effet un an après le jour où le Directeur a reçu la notification.

## Article 8 : Signature et langues du Traité

1) Le présent Traité est signé en un seul exemplaire original en langues française, anglaise, espagnole et russe, ces textes faisant également foi.

2) Des textes officiels sont établis par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés, dans les langues allemande, arabe, italienne et portugaise, et dans les autres langues que la Conférence de l'Organisation ou l'Assemblée de l'Union de Paris peuvent indiquer.

3) Le présent Traité reste ouvert à la signature, à Nairobi, jusqu'au 31 décembre 1982 puis, à Genève, jusqu'au 30 juin 1983.

## Article 9 : Dépôt du Traité; transmission de copies; enregistrement du Traité

1) L'exemplaire original du présent Traité, lorsqu'il n'est plus ouvert à la signature à Nairobi, est déposé auprès du Directeur général.

2) Le Directeur général certifie et transmet deux copies du présent Traité à tous les Etats visés à l'article 5. i) et 2) et, sur demande, à tout autre Etat.

3) Le Directeur général fait enregistrer le présent Traité auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

## Article 10 : Notifications

Le Directeur général notifié aux Etats visés à l'article 5.1) et 2)

- i) les signatures apposées selon l'article 8;
- ii) le dépôt d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion selon l'article 5, 3) :
- iii) la date d'entrée en vigueur du présent Traité selon l'article 6. 1) :
- iv) toute dénonciation notifiée selon l'article 7.

## Annexe

Le symbole olympique est constitué par cinq anneaux entrelacés : bleu, jaune, noir, vert et rouge, placés dans cet ordre de gauche à droite. Il est constitué par les anneaux olympiques employés seuls, en une ou plusieurs couleurs.

## ΣΥΝΘΗΚΗ

τοῦ Ναῖρόμπι περί προστασίας τοῦ ὀλυμπιακοῦ συμβόλου  
ποῦ υἱοθετήθηκε στὸ Ναῖρόμπι στίς 26 Σεπτ. 1981.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ I.

## Οὐσιαστικές Διατάξεις.

## Ἄρθρο 1 : Ὑποχρέωση τῶν Κρατῶν.

Κάθε Κράτος μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης εἶναι ὑποχρεωμένο, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν ἀρθρῶν 2 καὶ 3, νὰ ἀρνεῖται ἢ νὰ ἀκυρώνει τὴν καταχώρηση ὡς σῆμα καὶ νὰ ἀπαγορεύει, μὲ προσήκοντα μέτρα, τὴ χρησιμοποίηση ὡς σῆμα ἢ ἄλλο διακριτικὸ γιὰ ἐμπορικοὺς σκοποὺς, κάθε διακριτικοῦ ποὺ ἀποτελεῖται ἀπὸ τὸ ὀλυμπιακὸ σύμβολο ἢ ποὺ περιέχει αὐτὸ τὸ σύμβολο, ὅπως τοῦτο προσδιορίζεται στὸ Χάρτη τῆς Διεθνοῦς Ὀλυμπιακῆς Ἐπιτροπῆς, ἐκτὸς καὶ ἂν ὑπάρχει ἐγκριση τῆς Διεθνοῦς Ὀλυμπιακῆς Ἐπιτροπῆς. Ὁ ἐν λόγω προσδιορισμὸς καὶ ἡ γραφικὴ ἀναπαράσταση τοῦ ἐν λόγω συμβόλου ἐμφαίνονται στὸ παράρτημα.

## Ἄρθρο 2 : Ἐξαιρέσεις ἀπὸ τὴν ὑποχρέωση.

1. Ἡ ὑποχρέωση ποὺ προβλέπεται στὸ ἄρθρο πρῶτο δὲν ἐπιβάλλεται σὲ κανένα Κράτος μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης ὅσον ἀφορᾷ :

α) ἓνα σῆμα ποὺ ἀποτελεῖται ἀπὸ τὸ ὀλυμπιακὸ σύμβολο ἢ ποὺ περιέχει αὐτὸ τὸ σύμβολο, ὅταν τὸ σῆμα τοῦτο ἔχει κατατεθεῖ στὸ Κράτος αὐτὸ πρὶν ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσας Συνθήκης ὡς πρὸς τὸ Κράτος αὐτὸ ἢ κατὰ τὴ διάρκεια κάθε περιόδου κατὰ τὴν ὁποία, στὸ ἐν λόγω Κράτος, ἡ ὑποχρέωση ποὺ προβλέπεται στὸ ἄρθρο πρῶτο θεωρεῖται ὅτι ἔχει ἀνασταλεῖ δυνάμει τοῦ ἀρθρῶν 3.

β) τὴ συνέχιση τῆς χρησιμοποίησης στὸ Κράτος αὐτὸ, γιὰ ἐμπορικοὺς σκοποὺς, ἐνὸς σήματος ἢ ἐνὸς ἄλλου διακριτικοῦ ποὺ ἀποτελεῖται ἀπὸ τὸ ὀλυμπιακὸ σύμβολο, ἀπὸ κάθε πρόσωπο ἢ ἐπιχείρησιν ποὺ εἶχαν ἀρχίσει νὰ χρησιμοποιοῦν νόμιμα ὡς σῆμα τὸ σύμβολο τοῦτο στὸ ἐν λόγω Κράτος.

από την ημερομηνία έναρξεως της ισχύος της παρούσας Συνθήκης ως πρὸς τὸ Κράτος αὐτὸ ἢ κατὰ τὴ διάρκεια κάθε περιόδου κατὰ τὴν ὁποία, στὸ ἐν λόγω Κράτος, ἡ ὑποχρέωση πού προβλέπεται στὸ ἄρθρο πρῶτο θεωρεῖται ὅτι ἔχει ἀνασταλεῖ δυνάμει τοῦ ἄρθρου 3.

2. Οἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 (α) ἐφαρμόζονται ἐπὶ-σης στὰ σήματα τῶν ὁποίων ἡ κατάθεση ἰσχύει στὸ Κράτος δυνάμει κατάθεσης πού πραγματοποιήθηκε στὸ πλαίσιο συνθήκης τῆς ὁποίας τὸ ἐν λόγω Κράτος εἶναι μέρος.

3. Κάθε χρησιμοποίηση πού ἐπιτρέπεται ἀπὸ τὸ πρόσωπο ἢ τὴν ἐπιχείρηση πού ἀναφέρονται στὴ παράγραφο 1 (β) θεωρεῖται, γιὰ τοὺς σκοποὺς τῆς ἐν λόγω παραγράφου ὡς χρησιμοποίηση ἀπὸ τὸ ἐν λόγω πρόσωπο ἢ ἐπιχείρηση.

4. Κανένα Κράτος μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης δὲν εἶναι ὑποχρεωμένο νὰ ἀπαγορεύσει τὴ χρησιμοποίηση τοῦ Ὀλυμπιακοῦ συμβόλου, ὅταν τὸ σύμβολο αὐτὸ χρησιμοποιεῖται στὰ μέσα μαζικῆς ἐνημέρωσης γιὰ πληροφοριακοὺς σκοποὺς γιὰ τὴν Ὀλυμπιακὴ κίνηση ἢ τὶς δραστηριότητές της.

“Ἀρθρο 3 : Ἀναστολὴ τῆς ὑποχρέωσης.

Ἡ ὑποχρέωση πού προβλέπεται στὸ ἄρθρο 1, μ.πορεῖ νὰ θεωρηθεῖ ὅτι ἔχει ἀνασταλεῖ ἀπὸ κάθε Κράτος - μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης κατὰ τὴ διάρκεια κάθε περιόδου κατὰ τὴν ὁποία καμία συμφωνία δὲν βρίσκεται σὲ ἰσχύ μεταξὺ τῆς Διεθνούς Ὀλυμπιακῆς Ἐπιτροπῆς καὶ τῆς Ἑθνικῆς Ὀλυμπιακῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ ἐν λόγω Κράτους ὅσον ἀφορᾷ τοὺς ὁρους ὑπὸ τοὺς ὁποίους ἡ Διεθνὴς Ὀλυμπιακὴ Ἐπιτροπὴ θὰ ἐπιτρέψει τὴ χρησιμοποίηση Ὀλυμπιακοῦ συμβόλου στὸ Κράτος αὐτὸ καὶ ὅσον ἀφορᾷ τὸ μερίδιο τὸ ὁποῖο ἀναλογεῖ στὴν ἐν λόγω Ἑθνικὴ Ὀλυμπιακὴ Ἐπιτροπὴ ἀπὸ τὰ ἔσοδα πού θὰ εἰσπράξει ἡ Διεθνὴς Ὀλυμπιακὴ Ἐπιτροπὴ γιὰ τὶς ἐν λόγω ἀδείες.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ II.

### Συνενώσεις Κρατῶν

“Ἀρθρο 4 : Ἐξαιρέσεις στὸ Πρῶτο Κεφάλαιο.

“Ὅσον ἀφορᾷ τὰ Κράτη - Μέρη τῆς παρούσας Συνθήκης τὰ ὁποία εἶναι μέλη μιᾶς τελωνειακῆς ἐνώσεως, μιᾶς ζώνης ἐλευθέρων συναλλαγῶν, κάθε ἄλλης οἰκονομικῆς συνένωσης ἢ κάθε ἄλλης περιφερειακῆς ἢ ὑπο - περιφερειακῆς συνένωσης, οἱ διατάξεις τοῦ Πρώτου Κεφαλαίου δὲν ἐπηρεάζουν τὶς ὑποχρεώσεις τοὺς πού ἀπορρέουν ἀπὸ τὸ ἰδρυτικὸ ἔγγραφο τὸ ὁποῖο συνιστᾷ μιὰ τέτοια ἐνωση, μιὰ τέτοια ζώνη ἢ μιὰ ἄλλη τέτοια συνένωση, ἰδιαίτερα ὅσον ἀφορᾷ τὶς διατάξεις τοῦ ἐν λόγω ἰδρυτικοῦ ἐγγράφου πού διέπουν τὴν ἐλεύθερη διακίνηση τῶν ἐμπορευμάτων ἢ τῶν ὑπηρεσιῶν.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ III.

### Τελικὲς ρῆτρες.

“Ἀρθρο 5 : Τρόποι γιὰ νὰ γίνεи ἓνα Κράτος μέρος τῆς Συνθήκης.

1. Κάθε Κράτος μέλος τῆς Παγκόσμιας Ὁργάνωσης Πνευματικῆς Ἰδιοκτησίας (πού ἐπονομάζεται παρακάτω «ἡ Ὁργάνωση» ἢ τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως γιὰ τὴν προστασία τῆς βιομηχανικῆς ἰδιοκτησίας (πού ἐπονομάζεται παρακάτω «ἡ ἐνωση τοῦ Παρισιοῦ») μ.πορεῖ νὰ γίνεи μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης μὲ α) τὴν ὑπογραφή τῆς Συνθήκης, τὴν ὁποία θὰ ἀκολουθεῖ ἡ κατάθεση ἐγγράφου ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ἢ β) τὴν κατάθεση ἐγγράφου προσχώρησης.

2. Κάθε Κράτος πού δὲν ἀναφέρεται στὴν παράγραφο 1, τὸ ὁποῖο εἶναι μέλος τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἐνωμένων Ἐθνῶν ἢ ἐνὸς ἀπὸ τοὺς ἐξειδικευμένους Ὁργανισμοὺς πού συνδέονται μὲ τὸν Ὁργανισμὸ Ἐνωμένων Ἐθνῶν, μ.πορεῖ νὰ γίνεи μέρος τῆς παρούσας Συνθήκης μὲ τὴν κατάθεση ἐνὸς ἐγγράφου προσχώρησης.

3. Τὰ ἔγγραφα ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως καὶ προσχώρησης κατατίθενται στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ τῆς Ὁργάνωσης (πού ἐπονομάζεται παρακάτω «ὁ Γενικὸς Διευθυντής»).

“Ἀρθρο 6 : Ἐναρξη ἰσχύος τῆς Συνθήκης.

1. Γιὰ τὰ τρία Κράτη, τὰ ὁποία πρῶτα καταθέτουν τὰ ἔγγραφα ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχώρησης τοὺς, ἡ παρούσα Συνθήκη τίθεται σὲ ἰσχύ μετὰ ἀπὸ παρέλευση ἐνὸς μηνὸς ἀπὸ τὴν ἡμέρα κατὰ τὴν ὁποία κατατέθηκε τὸ τρίτο ἔγγραφο ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχώρησης.

2. Γιὰ κάθε ἄλλο Κράτος τὸ ὁποῖο καταθέτει ἓνα ἔγγραφο ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχώρησης, ἡ παρούσα Συνθήκη τίθεται σὲ ἰσχύ μετὰ ἀπὸ παρέλευση ἐνὸς μηνὸς ἀπὸ τὴν ἡμέρα κατάθεσης τοῦ ἐγγράφου αὐτοῦ.

“Ἀρθρο 7 : Καταγγελία τῆς Συνθήκης.

1. Κάθε Κράτος μ.πορεῖ νὰ καταγγεῖλει τὴν παρούσα Συνθήκη μὲ δήλωση ἢ ὁποία θὰ ἀπευθύνεται στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ.

2. Ἡ καταγγελία ἀρχίζει νὰ ἰσχύει μετὰ ἀπὸ παρέλευση ἐνὸς ἔτους ἀπὸ τὴν ἡμέρα κατὰ τὴν ὁποία ὁ Γενικὸς Διευθυντής ἔλαβε τὴ δήλωση.

“Ἀρθρο 8 : Ὑπογραφή καὶ γλώσσες σύνταξης τῆς Συνθήκης.

1. Ἡ παρούσα Συνθήκη ὑπογράφεται σὲ ἓνα μοναδικὸ πρωτότυπο στὴ γαλλικὴ, ἀγγλικὴ, ἰσπανικὴ καὶ ρωσικὴ γλώσσα· τὰ κείμενα αὐτὰ ἔχουν τὴν ἴδια ἰσχύ.

2. Ἐπίσημα κείμενα συντάσσονται ἀπὸ τὸ Γενικὸ Διευθυντὴ, ἀφοῦ συμβουλευθεῖ τὶς ἐνδιαφερόμενες κυβερνήσεις, στὴ γερμανικὴ, ἀραβικὴ, ἰταλικὴ καὶ πορτογαλικὴ γλώσσα καὶ στὶς ἄλλες γλώσσες τὶς ὁποῖες ἡ Διάσκεψη τῆς Ὁργάνωσης ἢ ἡ Συνέλευση τῆς Ἐνώσεως τοῦ Παρισιοῦ μ.ποροῦν νὰ ὑποδείξουν.

3. Ἡ παρούσα συνθήκη μ.πορεῖ νὰ ὑπογραφεῖ, στὸ Ναϊρόμπι, μέχρι τὶς 31 Δεκεμβρίου 1982 καὶ ἔπειτα, στὴ Γενεύη, μέχρι τὶς 30 Ἰουνίου 1983.

“Ἀρθρο 9 : Κατάθεση τῆς Συνθήκης, διαβίβαση ἀντιγράφων, καταχώρηση τῆς Συνθήκης.

1. Τὸ πρωτότυπο τῆς παρούσας Συνθήκης, ὅταν πιά δὲν μ.πορεῖ νὰ ὑπογραφεῖ στὸ Ναϊρόμπι, κατατίθεται στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ.

2. Ὁ Γενικὸς Διευθυντής ἐπικυρώνει καὶ διαβιβάζει δύο ἀντίγραφα τῆς παρούσας Συνθήκης πρὸς ὅλα τὰ Κράτη πού ἀναφέρονται στὸ ἄρθρο 5 παρ. 1 καὶ 2 καὶ πρὸς κάθε ἄλλο Κράτος, κατόπιν αἰτήσεώς του.

3. Ὁ Γενικὸς Διευθυντής καταχωρεῖ τὴν παρούσα Συνθήκη στὴ Γραμματεία τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἐνωμένων Ἐθνῶν.

“Ἀρθρο 10 : Κοινοποιήσεις.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντής κοινοποιεῖ πρὸς τὰ Κράτη πού ἀναφέρονται στὸ ἄρθρο παρ. 5 1 καὶ 2

I) τὶς ὑπογραφὲς οἱ ὁποῖες τίθενται σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 8·

II) τὴν κατάθεση ἐγγράφων ἐπικύρωσης, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχώρησης σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 5 παρ. 3

III) τὴν ἡμερομηνία κατὰ τὴν ὁποία ἀρχίζει ἡ ἰσχύς τῆς παρούσας Συνθήκης σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 6 παρ. 1

IV) κάθε καταγγελία ἢ ὁποία ἔχει δηλωθεῖ σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 7.

## ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

"Αρθρο 3.

Τὸ ὀλυμπιακὸ σύμβολο ἀποτελεῖται ἀπὸ πέντε συνδεδεμένους δακτύλους : μπλε, κίτρινο, μαῦρο, πράσινο καὶ κόκκινο, οἱ ὁποῖοι εἶναι τοποθετημένοι μ' αὐτὴ τὴ σειρά ἀπὸ ἀριστερὰ πρὸς τὰ δεξιὰ. Ἀποτελεῖται ἀπὸ τοὺς ὀλυμπιακοὺς δακτύλους πού χρησιμοποιοῦνται μόνοι, σὲ ἓνα ἢ περισσότερα χρώματα.

"Αρθρο Δεύτερο.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ νόμου αὐτοῦ ἀρχίζει ἀπὸ τὴ δημοσίευσή του στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῇ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενο τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθήναι, 12 Ἀπριλίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ  
**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΑΓ. ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ

ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ

Ὑπογραφή καὶ τεθῇκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 13 Ἀπριλίου 1983

Ο ΕΠ. ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

**ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ**

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1348

Διοίκηση τοῦ Ν.Π.Δ.Δ. μετὰ τὴν ἐπωνυμία «Ἄρμα Θέσπιδος» καὶ ἄλλες διατάξεις.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ  
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ὑπογράφει καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς, ψηφισθέντα νόμον :

"Αρθρο 1.

Τὸ Ν.Π.Δ.Δ. μετὰ τὴν ἐπωνυμία «Ἄρμα Θέσπιδος», πού συστάθηκε μετὰ τὸ Ν. 418/1976 «περὶ συστάσεως νομικοῦ προσώπου δημοσίου δικαίου ὑπὸ τὴν ἐπωνυμία «Ἄρμα Θέσπιδος» καὶ ὀργανισμοῦ αὐτοῦ», διαλύεται ἀπὸ τὴ δημοσίευσή τοῦ νόμου αὐτοῦ.

"Αρθρο 2.

1. Τὰ περιουσιακὰ στοιχεῖα τοῦ «Ἄρματος Θέσπιδος» ἀπὸ τὴ δημοσίευσή τοῦ νόμου αὐτοῦ αὐτοδίκαια καὶ χωρὶς ἄλλη διατύπωση πλὴν τῆς ἀπογραφῆς, μεταβιβάζονται κατὰ κυριότητα στὸ Ἑλληνικὸ Δημόσιο καὶ τίθενται στὴ διάθεσή τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν.

Ὁ Ὑπουργὸς Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, μετὰ ἀποφάσεις του, πού δημοσιεύονται στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, μπορεί νὰ παραχωρεῖ τὰ παραπάνω περιουσιακὰ στοιχεῖα κατὰ χρῆσιν στὰ Ν.Π.Δ.Δ., πού ἐπικυβεῖ καὶ κατὰ προτίμησιν, στὰ Κρατικά καὶ τὰ Δημοτικά Θέατρα. Οἱ μεταβιβάσεις γίνονται ἀτελῶς καὶ ἀπαλλοτρίωνται ἀπὸ κάθε δαπάνη καὶ φόρο.

2. Στὰ δικαιώματα καὶ τίς ὑποχρεώσεις πού ἀπορρέουν ἀπὸ διατάξεις νόμων ἢ ἀπὸ συμβάσεις ἢ ἀπὸ ὁποιαδήποτε ἄλλη σχέση τοῦ «Ἄρματος Θέσπιδος» ὑπευθύνεται ὅταν καθολικὸς διάδοχος τὸ Ἑλληνικὸ Δημόσιο.

3. Οἱ τυχόν ἐκκρεμεῖς δίνες μετὰ τὸ «Ἄρμα Θέσπιδος» διακόπτονται καὶ ἐπαναλαμβάνονται, σύμφωνα μετὰ τίς διατάξεις τοῦ Κώδικος Πολιτικῆς Δικονομίας, μετὰ τὸ Ἑλληνικὸ Δημόσιο.

4. Τὸ Ἀρχεῖο τοῦ «Ἄρματος Θέσπιδος» περιέρχεται στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν.

1. Οἱ παρακάτω ὀργανικὲς θέσεις μόνιμου προσωπικοῦ μεταφέρονται, ἀπὸ τὴ δημοσίευσή τοῦ νόμου αὐτοῦ, ὡς ἐξῆς :

α) Στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν :

Τρεῖς (3) θέσεις μετὰ βαθμοὺς 10ο—6ο τοῦ κλάδου ΜΕ1 Διοικητικοῦ.

Δύο (2) θέσεις μετὰ βαθμοὺς 12ο—9ο τοῦ κλάδου ΣΕ κλητῶν—δωροφῶν.

Οἱ θέσεις αὐτὲς προσδίδονται στοὺς κλάδους ΜΕ1 Διοικητικοῦ καὶ ΣΕ1 κλητῶν, ἀντίστοιχα.

β) Στὴν Ἑθνικὴ Λυρικὴ Σκηνή :

Δύο (2) θέσεις μετὰ βαθμοὺς 5ο—4ο τοῦ κλάδου ΑΤ1 Διοικητικοῦ.

Δύο (2) θέσεις μετὰ βαθμοὺς 10ο—6ο τοῦ κλάδου ΜΕ1 Διοικητικοῦ.

Οἱ θέσεις αὐτὲς προσδίδονται στοὺς κλάδους ΑΤ2 Διοικητικοῦ—Λογιστικοῦ καὶ ΜΕ1 Διοικητικοῦ—Λογιστικοῦ, ἀντίστοιχα.

γ) Στὴ Στέγη Καλῶν Τεχνῶν καὶ Γραμμάτων :

Μία (1) θέση μετὰ βαθμὸ 8ο—6ο τοῦ κλάδου ΑΠ1 Διοικητικοῦ.

Μία (1) θέση μετὰ βαθμὸ 10ο—6ο τοῦ κλάδου ΜΕ1 Διοικητικοῦ.

Οἱ θέσεις αὐτὲς προσδίδονται στοὺς κλάδους ΑΤ1 Διοικητικοῦ καὶ ΜΕ1 ἐπιστάτη, ἀντίστοιχα.

2. Μετὰ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, πού θὰ ἐκδοθεῖ μετὰ ἀπὸ γνώμη τοῦ ἀρμόδιου Ὑπηρεσιακοῦ Συμβουλίου τοῦ Ὑπουργείου Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν καὶ θὰ δημοσιευθεῖ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ὁρίζονται οἱ ὑπάλληλοι πού θὰ μεταφερθοῦν στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν, στὴν Ἑθνικὴ Λυρικὴ Σκηνή καὶ στὴ Στέγη Καλῶν Τεχνῶν καὶ Γραμμάτων, ἀντίστοιχα.

3. Ἡ ἐνταξὴ στοὺς παραπάνω κλάδους καὶ ἡ σειρά ἀρχιότητας τῶν ὑπαλλήλων τῆς παραγρ. 1 σὲ σχέση μετὰ τοὺς ἄλλους ὑπαλλήλους πού ὑπηρετοῦν στοὺς κλάδους πού θὰ γίνῃ ἡ μεταφορὰ καθορίζεται μετὰ ἀπόφαση τοῦ Ὑπουργοῦ Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν ἢ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀνάλογα, πού ἐκδίδεται μετὰ ἀπὸ σύμφωνη γνώμη τῶν ἀρμόδιων Ὑπηρεσιακῶν Συμβουλίων μετὰ βάση τὴν ἡμερομηνία πού ἀπέκτησε ὁ καθένας τὸν τελευταῖο βαθμὸ του.

4. Οἱ ὑπάλληλοι πού θὰ μεταφερθοῦν ὑποκοῦν κατ' ἐπιλογὴν τοὺς εἴτε νὰ ἐξακολουθήσουν νὰ ὑπάγονται στὰ Ταμεία Ἀρωγῆς ἢ Ἐπικουρικῆς ἀσφάλισης, στὰ ὅποια μέχρι τὴν ἡμερομηνία τῆς μεταφορᾶς τοὺς ὑπάγονται, εἴτε νὰ ὑπαχθοῦν στὰ ἀντίστοιχα τῶν Ὑπηρεσιῶν στίς ὁποῖες μεταφέρονται.

5. Ὅλες οἱ κενὲς θέσεις μόνιμου προσωπικοῦ τοῦ «Ἄρματος Θέσπιδος» καταργοῦνται.

"Αρθρο 4.

1. Οἱ θέσεις προσωπικοῦ τοῦ «Ἄρματος Θέσπιδος» μετὰ σχέση ἐργασίας ἰδιωτικοῦ δικαίου, πού προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἀρθρο 11 παρ. 1 περ. ΙΙΙ ὑποπερίπτωσης α' τοῦ Ν. 418/1976 «περὶ συστάσεως νομικοῦ προσώπου δημοσίου δικαίου ὑπὸ τὴν ἐπωνυμία «Ἄρμα Θέσπιδος» καὶ ὀργανισμοῦ αὐτοῦ», καταργοῦνται καὶ αὐτοὶ πού τίς κατέχουν ἀπολύονται αὐτοδίκαια ἀπὸ τὴ δημοσίευσή τοῦ νόμου αὐτοῦ.

2. Οἱ κατὰ τὰ ἀνωτέρω ἀπολυόμενοι μποροῦν νὰ συνεχίσουν νὰ προσφέρουν τίς ὑπηρεσίες τους, μέχρι λήξεως τῆς συμβάσεώς τους στὸ Ἑθνικὸ Θέατρο ἢ τὸ Κρατικὸ Θέατρο Βορείου Ἑλλάδος, κατόπιν αἰτήσεώς τους, πού θὰ ὑποβληθεῖ στὸ Ὑπουργεῖο Πολιτισμοῦ καὶ Ἐπιστημῶν ἐντὸς ἀνατρεπτικῆς προθεσμίας δεκαπέντε (15) ἡμερῶν ἀπὸ τὴ δημοσίευσή τοῦ νόμου αὐτοῦ. Σὲ περίπτωση πού ἐπιλέξουν τὴ συνέχιση τῆς συμβάσεώς τους στοὺς παραπάνω ὀργανισμοὺς δὲν δημιουργεῖται ἀξίωση ἀποζημιώσεως, ὡς χρόνος δὲ ἐνάρξεως τῆς νέας

συμβάσεως λογίζεται ή ήμερομηνία δημοσίευσής του νόμου αυτού.

3. Οι θέσεις πρωτοπικού του «Άρματος Θέσπιδος» με σχέση εργασίας ιδιωτικού δικαίου, που προβλέπονται από το άρθρο 11 παρ. 1 περ. III υποπερίπτωση δ', γ', δ' καί ε' του Ν. 418/1976 «περί συστάσεως νομικού προσώπου δημοσίου δικαίου υπό την επωνυμία «Άρμα Θέσπιδος» και όργανισμou αυτού» και είναι συμπληρωμένες κατά τη δημοσίευσή του νόμου αυτού, μεταφέρονται μαζί με το πρωτοπικό που υπηρέτει σ' αυτές στο Υπουργείο Πολιτισμού και Έπιστημών, στο Έθνικό Θέατρο, στο Κρατικό Θέατρο Βορείου Ελλάδος και στην Έθνική Λυρική Σκηνή με κοινές αποφάσεις των Υπουργών Προεδρίας της Κυβέρνησης και Πολιτισμού και Έπιστημών.

Οι κενές θέσεις της προηγούμενης παραγράφου καταργούνται από τη δημοσίευση του νόμου αυτού.

4. Οι υπάλληλοι που υπηρετούν με σύμβαση όριστου χρόνου σε θέσεις εργατών - καθαριστριών, που προβλέπονται στο άρθρο 11 παρ. 1, περ. III, υποπερ. στ' του Ν. 418/1976, μεταφέρονται αυτοδίκαια με τις θέσεις τους στο Υπουργείο Πολιτισμού και Έπιστημών. Για τη μεταφορά αυτή εκδίδεται διαπιστωτική πράξη του Υπουργού Πολιτισμού και Έπιστημών, που δημοσιεύεται στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως.

#### Άρθρο 5.

Οι δαπάνες μισθοδοσίας του πρωτοπικού που μεταφέρεται βαρύνουν τον προϋπολογισμό των Υπηρεσιών στις όποιες μεταφέρεται και οι όποιες ενισχύονται με τα αναγκαία προς τούτο ποσά από την πίστωση που γράφτηκε στον προϋπολογισμό του Υπουργείου Πολιτισμού και Έπιστημών τρέχοντος έτους για επιχορήγηση του καταργούμενου «Άρματος Θέσπιδος». Τυχόν αδιάθετα ταμειακά υπόλοιπα του καταργούμενου νομικού προσώπου, μετά την εξόφληση των ανειλημμένων υποχρεώσεων του κατατίθενται στο Δημόσιο Ταμείο και εγγράφονται στον προϋπολογισμό του Υπουργείου Πολιτισμού και Έπιστημών για την αντιμετώπιση δαπανών καλλιτεχνικών δραστηριοτήτων των Κρατικών Θεάτρων.

#### Άρθρο 6.

1. Οι θέσεις καλλιτεχνικών διευθυντών, με αποδοχές ανά πληρωτή γενικού διευθυντή και με τριετή θητεία, του Έθνικού Θεάτρου, της Έθνικής Λυρικής Σκηνής, του Κρατικού Θεάτρου Βορείου Ελλάδος και του «Άρματος Θέσπιδος», που συστήθηκαν με το άρθρο 24 παρ. 1 του Ν. 1075/1980, καταργούνται από τη δημοσίευση του νόμου αυτού.

2. Η θητεία των καλλιτεχνικών διευθυντών του Έθνικού Θεάτρου, της Έθνικής Λυρικής Σκηνής, του Κρατικού Θεάτρου Βορείου Ελλάδος και του «Άρματος Θέσπιδος» λήγει από τη δημοσίευση του νόμου αυτού. Οι κάτοχοι των θέσεων αυτών απολύονται αυτοδίκαια.

Για την απόλυση εκδίδεται διαπιστωτική πράξη του Υπουργού Πολιτισμού και Έπιστημών που δημοσιεύεται στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως.

3. Στο Έθνικό Θέατρο, στην Έθνική Λυρική Σκηνή και στο Κρατικό Θέατρο Βορείου Ελλάδος συνιστάται από μία (1) θέση διευθυντή με τριετή θητεία που μπορεί να ανανεώνεται και με αποδοχές υπαλλήλων ειδικών θέσεων α' βαθμού.

4. Η επιλογή και ο διορισμός των διευθυντών, στις θέσεις της παρ. 3, γίνεται με τη διαδικασία που προβλέπεται από το άρθρο 4 παρ. 1 του Ν.Δ. 48/1974 «περί διαλύσεως τα ΟΚΘΕ και επανασυστάσεως των συγχωνευθέντων εις αυτόν Ν.Π.Δ.Δ.». Κατά την πρώτη εφαρμογή του παρόντος, ή επιλογή και ο διορισμός των διευθυντών στις παραπάνω θέσεις γίνεται εντός δύο μηνών από τη δημοσίευση των διαταγμάτων, που προβλέπονται από το άρθρο 9 του νόμου αυτού.

Μέχρι να ολοκληρωθεί ή διαδικασία αυτή καθώς και σε περίπτωση άδυναμίας του διοριζόμενου να ασκήσει τα καθήκοντά του για οποιοδήποτε λόγο, το Διοικητικό Συμβούλιο αναθέτει προσωρινά τα καθήκοντα του διευθυντή σε ένα από τα μέλη του.

#### Άρθρο 7.

1. Στην Κρατική Όρχηστρα Άθηνών και στην Κρατική Όρχηστρα Θεσσαλονίκης συνιστάται από μία (1) θέση διευθυντή με τριετή θητεία που μπορεί να ανανεώνεται και με αποδοχές υπαλλήλων ειδικών θέσεων α' βαθμού.

2. Ο διορισμός στις θέσεις της παρ. 1 γίνεται με απόφαση του Υπουργού Πολιτισμού και Έπιστημών που δημοσιεύεται στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως.

3. Ο διευθυντής της Όρχηστρας, εάν έχει την ιδιότητα του αρχιμουσικού, δεν μπορεί να διευθύνει πέρα από το ένα όγδοο (1/8) των ετήσιων συναυλιών των Κρατικών Όρχηστρών.

4. Για τις θέσεις της παραγράφου 3 του άρθρου 6 και της παραγράφου 1 του άρθρου αυτού εφαρμόζονται οι διατάξεις του άρθρου 20 παράγρ. 8 του Κ.Π.Δ. 611/1977 και του άρθρου 4 του Ν. 261/1976, «περί τρόπου πληρώσεως θέσεων των Ν.Π.Δ.Δ. και συναφών διατάξεων».

#### Άρθρο 8.

1. Οι πρόσθετες μηνιαίες αποδοχές των διευθυντών του Έθνικού Θεάτρου, της Έθνικής Λυρικής Σκηνής, του Κρατικού Θεάτρου Βορείου Ελλάδος, της Κρατικής Όρχηστρας Άθηνών και της Κρατικής Όρχηστρας Θεσσαλονίκης για καλλιτεχνική εργασία στους οργανισμούς αυτούς δεν μπορούν να υπερβαίνουν το 30% του συνόλου των τακτικών αποδοχών της οργανικής τους θέσεως.

2. Στις αμοιβές της προηγούμενης παραγράφου δεν περιλαμβάνονται τα δικαιώματα από πνευματική ιδιοκτησία.

#### Άρθρο 9.

Με Προεδρικά Διατάγματα, που εκδίδονται ύστερα από πρόταση των Υπουργών Προεδρίας της Κυβέρνησης και Πολιτισμού και Έπιστημών, καθορίζονται τα προσόντα και οι αρμοδιότητες των διευθυντών του Έθνικού Θεάτρου, της Έθνικής Λυρικής Σκηνής, του Κρατικού Θεάτρου Βορείου Ελλάδος, της Κρατικής Όρχηστρας Άθηνών και της Κρατικής Όρχηστρας Θεσσαλονίκης.

#### Άρθρο 10.

Οι διατάξεις περί διορισμού Κυβερνητικού Επιτρόπου στα Κρατικά Θεάτρα καταργούνται.

#### Άρθρο 11.

Επαναφέρεται σε ισχύ το άρθρο 140 του Κανονιστικού Διατάγματος της 4ης Δεκεμβρίου 1943 «περί έγκρίσεως του Όργανισμού του Έθνικού Θεάτρου» και τροποποιείται ως εξής:

#### α' Άρθρο 140.

1. Το Έθνικό Θέατρο οργάνωνται κλητές θεατρικές μονάδες με προσωπικό του Έθνικού Θεάτρου και με προσωπικό διάφορων ειδικοτήτων, που θα προσλαμβάνεται με σύμβαση εργασίας όρισμένου χρόνου, σύμφωνα με τις διατάξεις του κεφαλ. Δ' άρθρα 51 και επόμενα του Ν. 993/1979 «περί του επί συμβάσει εργασίας ιδιωτικού δικαίου προσωπικού του Δημοσίου κ.λ.π.».

2. Η λειτουργία, οι περιοδείες και κάθε άλλη λεπτομέρεια οργάνωσης των ως άνω μονάδων ρυθμίζεται σύμφωνα με τα προβλεπόμενα στο άρθρο 6 του Ν.Δ. 48/1974».

#### Άρθρο 12.

1. Από τις ειδικότητες που προβλέπονται στο άρθρο 1, Α' κατηγορία, περίπτωση Ι Έκπαιδευτικό Προσωπικό Κλά-



δου ΑΡ υποβυθιζομένου της απόφασης του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων με αριθμό 103765/1328/13.9.1958 (ΦΕΚ 255/Β/1958), καταργείται η ειδικότητα της δραματικής τέχνης.

2. Καταργούνται αυτοδίκαια δύο μόνιμες θέσεις του κλάδου ΑΡ4 καθηγητών Β' Τάξεως με βαθμούς 70—40 του Κρατικού Ωδείου Θεσσαλονίκης, τις οποίες κατέχουν διπλωματούχοι ειδικότητας δραματικής τέχνης, που είχαν προσληφθεί για τις ανάγκες της σχολής δραματικής τέχνης.

3. Οι κάτοχοι των θέσεων, που καταργούνται, απολύονται αυτοδίκαια. Για την απόλυσή τους εκδίδεται διαπιστωτική πράξη του Υπουργού Πολιτισμού και Έπιστημών, βεβαιωτική της πραγματικής και συντάξιμης υπηρεσίας τους.

#### Άρθρο 13.

1. Το τρίτο εδάφιο της παρ. 4 του άρθρου 14 του Ν. 1158/1981 «περί οργανώσεως και διοικήσεως σχολών Ανωτέρας Καλλιτεχνικής Εκπαίδευσης κ.λπ.» αντικαθίσταται ως εξής:

«Οι αποτυχόντες στις διενεργούμενες από τις Σχολές και Επιτροπές εξετάσεις τριτοετείς σπουδαστές δεν επαναλαμβάνουν τα μαθήματα της τάξεώς τους, αλλά παραπέμπονται στην επόμενη εξεταστική περίοδο και εξετάζονται μόνο στα μαθήματα στα οποία απέτυχαν».

2. Οι προθεσμίες για την έγγραφη σπουδαστών και τη λήξη λειτουργίας των ιδιωτικών σχολών Δραματικών, Χορού και Κινηματογράφου, που προβλέπονται από την παρ. 1 του άρθρου 27 του Ν. 1158/1981, παρατείνονται κατά δύο σχολικά έτη.

#### Άρθρο 14.

Καταργούνται από τη δημοσίευση του νόμου αυτού:

α) Οι διατάξεις των άρθρων 23 και 24 του Ν. 1075/1980 «περί μονιμοποίησης μουσικών των Κρατικών Όρχηστρών Αθηνών και Θεσσαλονίκης κ.λπ.».

β) Οι διατάξεις του Π.Δ. 617/1981 «περί αρμοδιοτήτων των Γενικών Διευθυντών και των Καλλιτεχνικών Διευθυντών των Κρατικών Θεάτρων».

γ) Οι διατάξεις του άρθρου μόνου του Ν. 113/1945 «περί υπαγωγής της Εθνικής Λυρικής Σκηνής εις το Υπουργείον Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων», του άρθρου 7 του Ν.Δ. 4370/1964 «περί ιδρύσεως Κρατικού Θεάτρου Βορείου Ελλάδος και ρυθμίσεως ζητημάτων τινών του Εθνικού Θεάτρου και της Εθνικής Λυρικής Σκηνής» και του άρθρου 5 του Ν.Δ. 80/1946 «περί του Εθνικού Θεάτρου».

δ) Οι διατάξεις του Ν. 418/1976 και κάθε διάταξη, που εκδόθηκε κατ' εξουσιοδότηση του νόμου αυτού.

#### Άρθρο 15.

1. Η ισχύς των άρθρων 6, 7, 8, 10 και 17 έως και 22 του Ν. 1158/1981 «περί οργανώσεως και διοικήσεως Σχολών Ανωτέρας Καλλιτεχνικής Εκπαίδευσης κ.λπ.» επεκτείνεται και στις έραπτεχνικές Σχολές Χορού.

2. Διπλωματούχοι ή πτυχιούχοι ενός Τμήματος των Ανωτέρων Σχολών Καλλιτεχνικής Εκπαίδευσης του Ν. 1158/1981 «περί οργανώσεως και διοικήσεως Σχολών Ανωτέρας Καλλιτεχνικής Εκπαίδευσης κ.λπ.» δύναται να κατατάσσονται, κατόπιν καταπληθίων εξετάσεων, που διενεργούνται σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 14 του ίδιου νόμου, μέχρι και το δεύτερο έτος άλλου Τμήματος της ίδιας Σχολής.

#### Άρθρο 16.

1. Με κοινή απόφαση των Υπουργών Εσωτερικών και Πολιτισμού και Έπιστημών και μετά από σύμφωνη γνώμη του Κεντρικού Αρχαιολογικού Συμβουλίου και γνώμη της τοπικής Εφορείας Αρχαιοτήτων επιτρέπεται η παραχώρηση σε οργανισμούς τοπικής αυτοδιοίκησης της χρήσης των

αρχαιολογικών ακινήτων και κάθε ακινήτου και χώρου του Ελληνικού Δημοσίου που τελεί υπό την αρμοδιότητα των αρχαιολογικών υπηρεσιών του Κράτους και βρίσκεται στην περιφέρεια των παραπάνω οργανισμών.

2. Η απόφαση όριζει το σκοπό, τη διάρκεια καθώς και τους όρους της παραχώρησης, που η παράβασή τους επιφέρει τη ανάκληση της απόφασης. Στους όρους αυτούς περιλαμβάνεται υποχρεωτικά η εποπτεία των ακινήτων από την αρμόδια τοπική Εφορεία Αρχαιοτήτων και η λειτουργία τους αποκλειστικά και μόνο για το σκοπό της παραχώρησης.

#### Άρθρο 17.

Οι θέσεις του κλάδου ΑΤ επιμελητών του Μουσείου Ελληνικής Λαϊκής Τέχνης, οι προβλεπόμενες από τις διατάξεις του άρθρου 3 του Ν.Δ. 22/1923 (ΦΕΚ Α 245/31.8.23) όπως τροποποιήθηκαν με τις διατάξεις του άρθρου 2 του Ν.Δ. της 31 Αυγούστου / 9 Σεπτεμβρίου 1935 (ΦΕΚ 39 Α), σε συνδυασμό με τις διατάξεις του άρθρου 1 του Ν.Δ. 384/1974 (ΦΕΚ 99 Α/11.4.74) και του άρθρου 6 του Ν. 1189/1981 (ΦΕΚ 203 Α/30.7.81), σε εφαρμογή του οποίου εκδόθηκε η απόφαση 73464/15410/3.11.81 (ΦΕΚ 708 Β, 20.11.81) της Υπουργού Πολιτισμού και Έπιστημών, για τη σύσταση τεσσάρων ακόμα θέσεων στον κλάδο ΑΤ επιμελητών, διαβαθμίζονται ως εξής: Μία (1) θέση στους βαθμούς 30—20 και τέσσερις (4) θέσεις στους βαθμούς 70 ή 60—40. Τυπικά προσόντα διορισμού στους εισαγωγικούς βαθμούς 7 ή 60 είναι τα προβλεπόμενα από την παρ. 1 του άρθρου 6 του Ν. 1189/1981.

#### Άρθρο 18.

1. Οι κατά τη δημοσίευση του παρόντος οργανικές θέσεις συντηρητών έργων τέχνης του Μουσείου Ελληνικής Λαϊκής Τέχνης με σύμβαση ιδιωτικού δικαίου οριστού χρόνου, που συστήθηκαν με το άρθρο 6 παρ. 3 του Ν. 1189/1981, μετατρέπονται σε μόνιμες θέσεις κλάδου ΜΕ2 συντηρητών έργων τέχνης και αυτοί που υπηρετούν με σχέση εργασίας ιδιωτικού δικαίου διορίζονται και εντάσσονται στις θέσεις αυτές ανάλογα με το χρόνο υπηρεσίας που έχουν, εφαρμοζόμενων αναλόγως, των διατάξεων του άρθρου 2 του Ν. 1189/1981.

2. Προσόντα διορισμού για τον εισαγωγικό βαθμό (90) του Κλάδου αυτού όρίζονται:

Απολυτήριο Λυκείου ή εξετάξιου Γυμνασίου, πτυχίο Σχολής Συντηρήσεως Έργων Τέχνης της ήμεδαπής ή αλλοδαπής ή τριετής εμπειρία στη συντήρηση έργων τέχνης και γνώσεις μιας των κύριων ευρωπαϊκών γλωσσών.

3. Οι κατά τη δημοσίευση του νόμου αυτού υπηρετούντες στην Εθνική Πινακοθήκη και Μουσείο Αλεξάνδρου Σούτζου έκτακτοι επιμελητές με σχέση εργασίας ιδιωτικού δικαίου και αγγαλωμένοι με την οργάνωση και την παρουσίαση εκθέσεων ζωγραφικής, γλυπτικής και χαρακτικής, διορίζονται με απόφαση του αρμόδιου οργάνου σε υφιστάμενες κενές οργανικές θέσεις επιμελητών του κλάδου ΑΠ1 ιστορικών τέχνης, με εισαγωγικό βαθμό 70, του νομικού τούτου προσώπου, εφ' όσον έχουν πτυχίο Φιλοσοφικής Σχολής ήμεδαπού, ή ισότιμου αλλοδαπού Πανεπιστημίου.

#### Άρθρο 19.

1. Η παρ. 1 του άρθρου 4 του Ν. 1064/1980 αντικαθίσταται ως εξής:

«1. Είς μὲν τοὺς ὁπωσδήποτε παράγοντας, εισάγοντας ή εξάγοντας μὴ ἐγγεγραμμένους ὑλικούς φορεῖς ἡχου ἢ εἰκότος ἢ ἡχου καὶ εἰκότος ἐπιβάλλεται ἡ υποχρέωσις ὥπως πρὸ πάσης ἐνάρξεως τῆς παραγωγικῆς, εισαγωγικῆς ἢ ἐξαγωγικῆς διαδικασίας λαμβάνουν τὴν ἐγγραφοὶ πρὸς τοῦτο ὁδεῖαν τοῦ κατὰ τὴν παράρηρον 2 τοῦ παρόντος ἐιδικοῦ νομικοῦ προσώπου. Εἰς δὲ τοὺς ὁπωσδήποτε παράγοντας, εισάγοντας, εξάγοντας, κατέχοντας ἐπὶ σκοπῷ περαιτέρω ἀμέσου ἢ ἐμμέσου διανομῆς εἰς τὴν ἀγορὰν ἢ παντοιοτρόπως εἰς τὸ κοινὸν διαθέτοντας ἐγγεγραμμένους ὑλικούς φο-

ρείς ήχου ή εικόνας ή ήχου και εικόνας επεβάλλεται: ή υποχρέωση όπως, κατά περίπτωση: α) οι παράγοντες και κατέχοντες τσιούτους φορείς, αμα τώ πέρατι τής παραγωγικής διαδικασίας ή τη ήπωσθήποτε κτήσει αούτων, β) οι εισάγοντες, έξάγοντες ή είς τώ κοινόν διαθήτοντες, πρό τού πέρατος τής εισαγωγικής ή έξαγωγικής διαδικασίας ή τής καθ' οίνδθήποτε τρόπον διαθέσεως τών είρημένων φορέων, επικολορύν ή ήπωσθήποτε άποτυπούν επή τής συσκευασίας ή τού σώματος ή ήμφοτέρων τούτων ένθς έκάστου τεμαχίου τών είδών αούτων είδικόν έπίσημα ή ταινίαν έλέγγου ή έτερον θεωρημένον παραστατικό, δια τού ήποιου πιστοποιείται: τώ σύνταξιν τών έν λόγω έγγεγραμμένων φορέων ήχου ή εικόνας ή ήχου και εικόνας. Έτι δέ περαιτέρω, τσιούτοι φορείς, οίτινες δέν πληρούν την ως είρηται διαπιστωτικήν και μόνον τού συνόμου αούτων προϋπόθεσιν, άπαγορεύεται: όπως καθ' οίνδθήποτε τρόπον εκτίθενται, διαφημίζονται ή άλλως πως άποτελούν άντικείμενον οιασθήποτε ένεργείας προωθήσεως τής διαθέσεως αούτων».

2. Η παρ. 2 τού άρθρου 12 τού Ν. 1075/1980 άντικαθίσταται ως εξής:

«2. Έκ τών διαφόρων χρήσεων τής έρμηνείας, είδικώς επί α) μεταγενεστερας άναπαγωγής ή θέσεως είς κυκλοφορίαν τής έγγεγραμμένης ή τής ραδιοτηλεοπτικής ή άλλως πως μεταδιδομένης ή μεταδοθείσης έρμηνείας, β) μεταδόσεως είς τώ κοινόν τής έγγεγραμμένης τσιούτης, γ) ραδιοτηλεοπτικής ή είς τώ κοινόν άναμεταδόσεως τής ραδιοτηλεοπτικής ή άλλως πως μεταδιδομένης ή μεταδοθείσης έρμηνείας και δ) τών έν τη προηγουμένη παραγράφω περιπτώσεων, τά δικαιώματα τών καλλιτεχνών—έρμηνευτών άσκούνται μόνον υπό τών οίκείων προσωπικών μη κερδοσκοπικών διαχειριστικών όργανισμών τών καλλιτεχνών—έρμηνευτών. Οί έν λόγω διαχειριστικοί όργανισμοί συνιστώνται ή άναγνωρίζονται δια πρόεδρικού διατάγματος έκδιδομένου τη προτάσει τών Έπουργών Προεδρίας τής Κυβερνήσεως και Πολιτισμού και Έπιστημών μετ' άπόφασιν τών έν τώ έπομένω έδαφίω τού παρόντος έπιτροπών, και μετέχουν τού είδικού νομικού προσώπου τού προβλεπομένου υπό τού άρθρου 4 παρ. 2 τού Ν. 1064/1980. Αί έπιτροπεί, αί όποία: άποφασίζουν την σύστασιν ή άναγνώρισιν τών ρηθέντων διαχειριστικών όργα-

νισμών, συνιστώνται δια πρόεδρικού διατάγματος έκδιδομένου τη προτάσει τών αούτων ως άνω Έπουργών και όρίζοντας την συγκρότησιν, τόν βαθμόν και την σύνθεσιν τών έπιτροπών, τας άρμοδιότητας αούτων, είς τας όποίας περιλαμβάνεται και ή θέσις τών κανόνων λειτουργίας τούτων και τής ένώπιον αούτων διαδικασίας, ή καθορισμός, ή διαχείρισις και ή διάθεσις τών πρόσ άλυφιν τών έξόδων τής διαδικασίας τούτης καταβλητέων τελών, ως και τά κριτήρια συστάσεως ή άναγνώσεως τών είρημένων διαχειριστικών όργανισμών, μετ-ξυ τών όποιων και τώ τής αντιπροσωπευτικότητας αούτων. Η υπό τών διαχειριστικών όργανισμών άσκησης τών ως άνω δικαιωμάτων άφορά μόνον είς τας χρήσεις τής έρμηνείας, αζίτινες είναι μεταγενεστεραι τής υπό τών καλλιτεχνών—έρμηνευτών ύποδείξεως τού όργανισμού τής έκλογής των, ήτις ύποδείξις επί έρμηνείας παρά συνόλου ένεργείται υπό τών έν τώ έπομένω άρθρω όριζομένων δια την άσκησιν τών δικαιωμάτων προσώπων».

\*Άρθρο 20.

Η ισχύς τού νόμου αούτου άρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Έφημερίδα τής Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν νά δημοσιευθή στην Έφημερίδα τής Κυβερνήσεως τώ χείμενον τού παρόντος και νά εκτελεσθή ως νόμος τού Κράτους.

Αθήνα, 12 Απριλίου 1983

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

**ΑΓΑΠ. ΚΟΥΤΣΟΓΙΩΡΓΑΣ**

**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΓΕΝΝΗΜΑΤΑΣ**

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ

**ΔΗΜ. ΚΟΥΛΟΥΡΙΑΝΟΣ**

**Α. - Μ. (ΜΕΛΙΝΑ) ΜΕΡΚΟΥΡΗ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε ή Μεγάλη Σφραγίδα τού Κράτους.

Αθήνα, 13 Απριλίου 1983

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

**ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ**

## Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ :

Η ετήσια συνδρομή της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως, η τιμή των φύλλων της που πωλούνται τμηματικά και τα τέλη δημοσιεύσεων στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως, καθορίστηκαν από 1 Ιανουαρίου 1983 ως ακολούθως :

### Α'. ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

|   |             |
|---|-------------|
| 1. Για το Τεύχος Α' .....                                   | Δραχ. 2.500 |
| 2. » » » Β' .....   | » 4.000     |
| 3. » » » ΤΑΠΣ .....   | » 3.000     |
| 4. » » » Γ' .....   | » 1.500     |
| 5. » » » Δ' .....   | » 3.500     |
| 6. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κτλ. ....                    | » 1.500     |
| 7. » » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου .....                         | » 300       |
| 8. » » » Παράρτημα .....                                    | » 800       |
| 9. » » » Ανωνύμων Εταιρειών κτλ. ....                       | » 10.000    |
| 10. » » Δελτίο Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας ..... | » 800       |
| 11. Για όλα τα τεύχη και το Δ.Ε.Β.Ι. ....                   | » 20.000    |

Οι Δήμοι και οι Κοινότητες του Κράτους καταβάλλουν το 1/2 των ανωτέρω συνδρομών.

Υπέρ του Ταμείου Αλληλοβοήθειας Προσωπικού του Εθνικού Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) αναλογούν τα εξής ποσά :

|  |           |
|--|-----------|
| 1. Για το Τεύχος Α' .....                      | Δραχ. 125 |
| 2. » » » Β' .....                              | » 200     |
| 3. » » » ΤΑΠΣ .....                            | » 150     |
| 4. » » » Γ' .....                              | » 75      |
| 5. » » » Δ' .....                              | » 175     |
| 6. » » » Νομικών Προσώπων Δ.Δ. κτλ. ....       | » 75      |
| 7. » » » Αν. Ειδ. Δικαστηρίου .....            | » 15      |
| 8. » » » Παράρτημα .....                       | » 40      |
| 9. » » » Ανωνύμων Εταιρειών κτλ. ....          | » 500     |
| 10. » » Δελτίο Εμπ. και Βιομ. Ιδιοκτησίας .... | » 40      |
| 11. Για όλα τα τεύχη .....                     | » 1000    |

### Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Η τιμή πώλησης κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., είναι 10 δραχ., από 9 ως 24 σελ. 15 δραχ., από 25 ως 48 σελ. 25 δραχ., από 49 ως 80 σελ. 40 δραχ., από 81 σελ. και πάνω η τιμή πώλησης κάθε φύλλου προσυζητείται κατά 50 δραχ. ανά 80 σελίδες.

### Γ'. ΤΙΜΗ ΦΩΤΟΑΝΤΙΓΡΑΦΩΝ

Η τιμή διαβίωσης στο κοινό των εκδιδόμενων από το Εθνικό Τυπογραφείο φωτοαντιγράφων των διάφορων φύλλων της Εφημερίδας της Κυβερνήσεως καθορίζεται σε τέσσερις (4) δραχμές κατά σελίδα.

### Δ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

#### Ι. Στο τεύχος Ανωνύμων Εταιρειών και Εταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης :

##### Α'. Ανωνύμων Εταιρειών :

|   |              |
|---|--------------|
| 1. Των καταστατικών .....   | Δραχ. 25.000 |
| 2. Των αποφάσεων για συγχώνευση ανωνύμων εταιρειών .....  | » 25.000     |
| 3. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών (ΦΕΚ 309/67, τ. Β') .....  | » 15.000     |
| 4. Των τροποποιήσεων των καταστατικών .....   | » 8.000      |
| 5. Των ισολογισμών κάθε χρήσης .....  | » 10.500     |
| 6. Των υπουργικών αποφάσεων για παροχή άδειας επέκτασης των εργασιών Ασφαλιστικών Εταιρειών, των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων και των αποφάσεων του Δ.Σ. του ΕΛΤΑ, με τις οποίες εγκρίνονται και δημοσιεύονται οι κανονισμοί αυτού ..  | » 9.000      |
| 7. Των αποφάσεων για εγκατάσταση υποκαταστήματος, διορισμού γενικού πράκτορα και παροχή πληρεξουσιότητας αντιπροσωπείας στην Ελλάδα αλλοδαπών Εταιρειών και των αποφάσεων για μεταβίβαση του χαρτοφυλακίου Ασφαλιστικών Εταιρειών κατά το άρθρο 59 παρ. 1. του Ν.Δ. 400/1.9.70 .....  | » 6.000      |
| 8. Των ανακοινώσεων για κάθε μεταβολή που γίνεται με απόφαση Γ.Σ. ή Δ.Σ., των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις, των κατά το άρθρο 32 του Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, των ανακοινώσεων που προβλέπονται από το άρθρο 59 παρ. 3 του Ν.Δ. 400/1970 για Αλλοδαπές Ασφαλιστικές Εταιρείες, των αποφάσεων του Διοικητικού Συμβουλίου του ΕΛΤΑ που αναφέρονται σε προσωρινές διατάξεις και των αποφάσεων του Υπ. Συγκοινωνιών για τους ΗΛΠΑΠ - ΗΣΑΠ - ΟΣΕ ..... | » 2.800      |
| 9. Των συνοπτικών μηνιαίων καταστάσεων των Τραπεζικών Εταιρειών .....   | » 2.800      |

10. Των αποφάσεων της επιτροπής του Χρηματιστηρίου για την εισαγωγή χρεωγράφων στο χρηματιστήριο για διαπραγμάτευση, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/1967 .....

Δραχ. 2.800

11. Των αποφάσεων της επιτροπής κεφαλαιαγοράς για τη διαγραφή χρεωγράφων από το χρηματιστήριο, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67 .....

» 2.800

12. Των αποφάσεων για την έγκριση τιμολογίων των Ασφαλιστικών Εταιρειών .....

» 2.000

##### Β'. Εταιρειών Περιορισμένης Ευθύνης :

|   |         |
|---|---------|
| 1. Των καταστατικών .....   | » 2.800 |
| 2. Των κωδικοποιήσεων των καταστατικών .....                                  | » 2.800 |
| 3. Των ισολογισμών κάθε χρήσης .....  | » 3.200 |
| 4. Των εκθέσεων εκτίμησης περιουσιακών στοιχείων .....                        | » 2.800 |
| 5. Των τροποποιήσεων των καταστατικών (για κάθε συμβολαιογραφική πράξη) ..... | » 1.200 |
| 6. Των ανακοινώσεων με συμβολαιογραφική πράξη .....                           | » 1.200 |
| 7. Των ανακοινώσεων με απόφαση της Γ.Σ. ....                                  | » 1.000 |
| 8. Των προσκλήσεων σε γενικές συνελεύσεις .....                               | » 1.000 |

##### Γ'. Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Αλληλασφαλιστικών Ταμείων και Φιλανθρωπικών Σωματείων :

|  |         |
|--|---------|
| 1. Των υπουργικών αποφάσεων για τη χορήγηση άδειας λειτουργίας Αλληλασφαλιστικών Συνεταιρισμών - Αλληλασφαλιστικών Ταμείων ..... | » 2.800 |
| 2. Των ισολογισμών των ανωτέρω Συνεταιρισμών, Ταμείων και Σωματείων .....  | » 3.200 |

##### Δ'. Των δικαστικών πράξεων :

|   |         |
|---|---------|
| II. Στο Τέταρτο τεύχος :                                  |         |
| Των δικαστικών πράξεων για παρακατάθεση αποζημίωσης ..... | » 1.200 |

### Ε'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οι συνδρομές του εσωτερικού και τα τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στα Δημόσια Ταμεία έναντι αποδεικτικού εσπραχξής, το οποίο φροντίζει ο ενδιαφερόμενος να το στείλει στο Εθνικό Τυπογραφείο.

2. Οι συνδρομές του εξωτερικού είναι δυνατό να στέλνονται και σε ανάλογο συνάλλαγμα με επιστολή στο ένομο του Διευθυντή Διαχειρίσεως του Εθνικού Τυπογραφείου.

3. Το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό επί των ανωτέρω συνδρομών και τελών δημοσιεύσεων καταβάλλεται ως εξής :

α) στην Αθήνα : στο Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Εθνικού Τυπογραφείου).

β) στις υπόλοιπες πόλεις του Κράτους : στα Δημόσια Ταμεία και αποδίδεται στο ΤΑΠΕΤ σύμφωνα με τις 192378/3639/1947 (ΡΟΝΕΟ 185) και 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) εγκύκλιες διαταγές του Γ.Λ.Κ.

γ) στις περιπτώσεις συνδρομών εξωτερικού : όταν η αποστολή τους γίνεται με επιστολή μαζί μ' αυτή στέλνεται και το υπέρ του ΤΑΠΕΤ ποσοστό.

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ